



## MIATO 2025 : « Tout est fin prêt » constate la ministre Rose Kayi-Mivedor

**L**es préparatifs pour un bon déroulement de la 4<sup>e</sup> édition du Marché International de l'Artisanat du Togo (MIATO) se poursuivent bien sur le site du CETEF Togo 2000 à Lomé. Pour constater l'état d'avancement des installations, la ministre en charge du Commerce, de l'artisanat et de la consommation locale, Mme Rose Kayi-Mivedor Sambiani a effectué une visite d'inspection sur les lieux ce vendredi 18 avril 2025. « Tout est fin prêt » a-t-elle constaté à l'issue d'une visite guidée des différents stands mis en place sur le site du CETEF.



En prélude au démarrage des activités de l'édition 2025 du MIATO, la ministre du Commerce, de l'artisanat et de la consommation locale a effectué une visite sur le site devant abriter l'évènement, le Centre Togolais des Expositions et Foire CETEF

Togo 2000 à Lomé. Après avoir constaté l'état d'avancement des préparatifs, l'autorité s'est dite satisfaite. « Globalement, tout est fin prêt pour le MIATO 2025 » a-t-elle déclaré à sa sortie du dernier pavillon.

Ayant sillonné tous les pavillons aménagés à cet effet, la ministre Rose Kayi-Mivedor a indiqué que tous les 310 stands sont déjà installés et sont presque tous réservés par des exposants. « Tous les stands sont déjà réservés... Les artisans ont fait leur part, donc il faut que les visiteurs répondent présents pour les soutenir et découvrir tout leur génie créateur et toute la richesse de notre patrimoine artisanal » a lancé la ministre. Véritable opportunités d'affaires pour les artisans et les investisseurs, le MIATO se veut une plateforme unique d'échanges, d'exposition et de vente de produits artisanaux. Il offre aux participants un cadre dynamique pour renforcer leurs compétences et explorer de nouvelles opportunités.

Pour cette quatrième édition, le marché de l'artisanat se réinvente dans un nouveau cadre, le CETEF, offrant un espace plus grand, mieux accessible pour les

exposants et les visiteurs. Pour cette année, le MIATO met à l'honneur le Burkina Faso, un pays reconnu pour la richesse de son artisanat. A travers des expositions, des démonstrations et des échanges culturels, les artisans burkinabés partageront leur savoir-faire et offriront aux visiteurs une immersion unique dans leur patrimoine culturel.

Placé sous le thème : « Protection des œuvres artisanales : enjeux et défis », l'édition de cette année mettra en lumière les défis liés à la protection des créations artisanales, la transmission des savoir-faire et l'adaptation des artisans aux enjeux juridiques, économiques et technologiques.

Au total, 14 nationalités prendront part à l'édition de cette année qui prévoit des activités variées au programme notamment : des panels et sessions de formations dédiées à la protection des œuvres artisanales, au droit d'auteur et au marketing; des démonstrations et ateliers interactifs ; des spectacles et performances artistiques inspirés du patrimoine togolais ; des concerts et animations musicales, etc. ■ ■ ■

Roger GBESSIA

## Des organisations de la société civile saluent la désignation de Faure Gnassingbé comme Médiateur dans la région des Grands Lacs

**P**lusieurs associations et ONG réunies au sein de l'Alliance des organisations de la société civile pour la démocratie et l'État de droit (ACOS DED), ont rendu public ce 15 avril, une déclaration dans laquelle, elles saluent la désignation du Président de la République togolaise comme médiateur dans le conflit qui oppose le Rwanda et la RDC dans la région des Grands Lacs.

situations similaires sur le continent notamment : la médiation pour la libération en janvier 2023 des 49 militaires ivoiriens détenus au Mali, le rôle de facilitateur auprès des Etat de l'AES confié à Faure Gnassingbé par ses pairs de la CEDEAO, pour ne citer que ces quelques exemples.

Pour finir, les organisations de la société civile disent apporter leur soutien au nouveau médiateur dans la région



Ces organisations se disent fières de ce choix qui fait honneur à tout le peuple togolais « L'Alliance salue et félicite à juste titre cette désignation qui fait honneur au peuple togolais tout entier et à son Président dont le leadership en matière de diplomatie et de recherche de la paix sur le continent, ne sont plus à démontrer. » Tout en indiquant que le choix porté sur la personne du Président de la République togolaise n'est pas le fruit d'un hasard, l'Alliance a rappelé dans sa déclaration, le rôle déjà joué par le passé par le Président togolais dans des

des Grands Lacs, elles lancent par la même occasion « un sursaut patriotique autour du chef de l'Etat pour une issue heureuse de cette médiation entre les deux pays frères d'Afrique que sont la RDC et le RWANDA »

En rappel, la désignation du Président Faure GNASSINGBE comme nouveau Médiateur du conflit entre la République Démocratique du Congo (RDC) et le Rwanda, a été rendue officielle le 12 avril dernier par l'Union Africaine. Le Chef de l'État togolais succède à son homologue angolais, Joao LOURENCO qui a annoncé se retirer de la médiation en mars dernier. ■ ■ ■

P. Fabrice

**LE LIBÉRAL, c'est  
tous les mercredis**



Récupéré N°0416/23/12/10/HAAC  
du 23 décembre 2010

### Directeur de la Publication

PETCHEZI P. D. Fabrice

### Comité de Rédaction

PETCHEZI Fabrice  
Alain TCHEDRE  
Prosper AWIH  
Dick MESSAN (Stagiaire)  
Cyrille SABLASSOU

### Correcteur

S. Didier

### Infographie

JPB

### Adresse

Route du Contournement CEDEAO,  
Agoè Démakpè, non loin des rails  
Tél: +228 90 15 87 53  
+228 22 42 83 46  
13 BP 152 Lomé-TOGO

### Imprimerie

SDR

### Tirage

1000 exemplaires

## Togo masse salariale : 314 milliards FCFA en 2024

*L'administration publique coûte combien à l'Etat togolais? En 2024, au Togo, la masse salariale de l'État a atteint 314 milliards de francs CFA, enregistrant une légère hausse par rapport à l'exercice précédent, selon les données communiquées par le ministère de l'Economie et des Finances, dans son rapport d'exécution budgétaire à fin décembre. Ce montant marque une progression de 4,13% par rapport à l'année précédente, au cours de laquelle l'État avait engagé 301 milliards FCFA pour la même rubrique.*

Cette augmentation modérée reflète notamment les effets conjugués des réajustements statutaires, des recrutements dans les secteurs prioritaires tels que l'éducation et la santé, ainsi qu'une meilleure maîtrise de la gestion des ressources humaines. Les fonds alloués couvrent notamment, les salaires, indemnités, primes, prestations familiales et cotisations patronales des agents de l'État. Cette augmentation s'inscrit dans le cadre du budget national de 2 179 milliards FCFA adopté pour l'exercice 2024, témoignant de la priorité accordée au développement du capital humain et à l'amélioration des services publics. Pour l'exercice 2025, les projections indiquent une enveloppe de 355 milliards FCFA destinée à la couverture de la masse salariale de l'administration publique. Ce chiffre, en hausse



d'environ 10 % par rapport à l'année précédente, devrait représenter près de 14 % du budget général, qui s'équilibre en recettes et en dépenses à 2 397 milliards de francs CFA.

L'augmentation prévue tient notamment compte de l'entrée en fonction, depuis le 31 mars dernier, de 3 000 nouveaux fonctionnaires. ■ ■ ■

## La cybersécurité se renforce au Togo grâce à un arsenal de mesures

*À cette ère de la transformation digitale, le Togo a à cœur de protéger de manière efficace et durable son espace numérique, en érigeant la cybersécurité au rang de priorité. Face aux menaces de plus en plus sophistiquées qui guettent les institutions, les entreprises et les citoyens, le pays a choisi la voie de l'anticipation, de la réglementation et de l'excellence technologique.*

Sous l'impulsion du chef de l'État Faure Gnassingbé, le Togo fait du numérique un levier de développement sûr et inclusif. Cette stratégie repose sur la mise en place d'infrastructures résilientes, la protection des données personnelles, la formation des acteurs... L'Agence nationale de la cybersécurité, gardien de la souveraineté numérique Pilier de cette ambition, l'Agence nationale de la cybersécurité (Ancy) incarne la nouvelle architecture togolaise de veille, de protection et d'alerte. Grâce à elle, les incidents sont identifiés, analysés et neutralisés avec célérité, tout en garantissant l'intégrité des systèmes d'information stratégiques. Conscient que la confiance numérique passe par un

cadre juridique solide, le Togo a adopté des lois rigoureuses sur la protection des données à caractère personnel, la lutte contre la cybercriminalité et l'identité numérique. Ces textes offrent aux usagers une meilleure protection et aux investisseurs un climat sécurisant. Au-delà des institutions, la cybersécurité togolaise mise sur le facteur humain. Des campagnes de sensibilisation ciblées, des formations spécialisées et des concours de cybersécurité impliquent la jeunesse, responsabilisent les entreprises et font cultiver une culture numérique citoyenne. Là où tout a commencé La promotion de la cybersécurité a été précédée par une vision :

celle de construire un Togo digital et sécurisé. C'est alors qu'en 2021, le Centre d'alerte et de réaction aux attaques informatiques (CERT.tg) a vu le jour. Il est géré par Cyber Defense Africa. L'organisme aide à détecter et à contrer les cybermenaces en temps réel. Au cours du mois de mars 2025, des travaux du nouveau siège de Cyber Defense Africa ont été lancés. Une autre étape décisive de l'élan constaté fut le lancement de la Stratégie nationale de cybersécurité en 2024. Dotée d'un budget de 3 milliards de francs CFA sur 4 ans, elle repose sur 4 axes : sensibiliser chaque Togolais aux bonnes pratiques, protéger les systèmes vitaux, réagir vite aux attaques, punir les



cybercriminels. Dans certaines contrées, par exemple, le gouvernement organise des sessions pour apprendre aux populations à sécuriser leurs téléphones et leurs comptes. L'autre nouveauté est apparue en février 2025, avec l'intégration de 3 nouveaux services à la plateforme numérique de l'État. Par conséquent, demander des certifications pour les entreprises de cybersécurité, tester des outils de protection, agréer des centres d'évaluation

sont dorénavant faisables en ligne dans une procédure simple et sûre. En 2022 déjà, Lomé a été la capitale africaine du dialogue sur la cybersécurité. Symbole de son engagement, le Togo a accueilli le Cybersecurity Summit, réunissant experts, gouvernements et entreprises du continent et d'ailleurs. Cette plateforme d'échange et de réflexion a consacré la position du pays comme acteur influent de la gouvernance numérique ■ ■ ■ LR.

## Alimentation scolaire : La couverture bientôt renforcée au nord

*Le Gouvernement togolais a procédé le 17 avril dernier à Kara au lancement d'un nouveau projet d'alimentation scolaire. L'initiative qui bénéficie d'un financement de 7,2 milliards de francs CFA de la part du gouvernement allemand à travers la KfW, est destinée à renforcer la couverture en alimentation scolaire au nord plus précisément dans les régions des Savanes et de la Kara.*

Ce projet d'alimentation scolaire intégrée basée sur la production locale (Home Grown School Feeding - HGFSF), sera mis en œuvre en partenariat avec le Programme Alimentaire Mondial (PAM). A travers cette initiative, il sera question pour le gouvernement et son partenaire de fournir chaque jour des repas sains et équilibrés à plus de 36.000 enfants dans 130 écoles maternelles et primaires. Il vise non seulement à améliorer la nutrition et les performances scolaires des élèves, mais aussi à dynamiser les économies rurales.

L'initiative alimentaire allie nutrition et éducation mais aussi développement local. Pour y parvenir, le projet préconise que les denrées alimentaires qui seront

sélectionnées pour la préparation des repas, soient directement acquis auprès des petits exploitants agricoles et des coopératives de femmes, favorisant ainsi l'ancrage local de l'approvisionnement. Pour mieux réussir sa mission, le projet envisage la réhabilitation de cuisines scolaires, l'installation de foyers améliorés, la création de jardins pédagogiques et l'organisation de séances de sensibilisation à la nutrition. « Ce projet illustre notre ambition d'une transformation économique inclusive, fondée sur la souveraineté alimentaire et le développement rural » a réitéré Abdul-Fattah Fofana, le ministre délégué auprès de la ministre du développement à la base.

Comme cibles, le projet va

toucher en particulier les communautés affectées par les effets de la crise du Sahel, notamment celles accueillant des réfugiés et des personnes déplacées internes. Avec l'appui de la FAO, le ministère de l'agriculture et d'autres acteurs locaux, vont fournir des appuis techniques, du matériel agricole et des intrants à 8250 producteurs et à 1000 femmes engagées dans la transformation des produits.

Soulignons que cet ambitieux projet vient en appui au Programme National d'Alimentation Scolaire (ProNAS) qui prend en charge plus de 173.000 enfants déjà dans près de 200 écoles à travers l'ensemble du territoire national. D'ici la prochaine rentrée scolaire, ce chiffre pourrait atteindre



300.000 écoliers selon les ambitions du gouvernement. Au Togo, le projet de cantines scolaires institutionnalisées depuis 2020, a produit des résultats encourageants. Le programme déployé depuis plusieurs années déjà par le gouvernement, poursuit son extension avec notamment plus de 218.300 élèves ayant bénéficié de repas gratuits en fin d'année écoulée. Si la fourniture de ces repas a confirmé les tendances, en ce qui concerne l'amélioration des indicateurs de taux de fréquentation scolaire, de rétention des enfants à l'école,

et de réussite au cours primaire, elle a aussi favorisé l'essor d'un écosystème d'appui.

Fort de ces succès enregistrés et de son impact positif sur l'environnement scolaire au Togo, le gouvernement ambitionne désormais de toucher au moins 300.000 élèves sur l'ensemble du territoire national d'ici 2025.

Pour l'heure, un programme expérimental a été lancé dans le but de confier la gestion aux communes pour plus de flexibilité dans l'exécution des tâches. ■ ■ ■

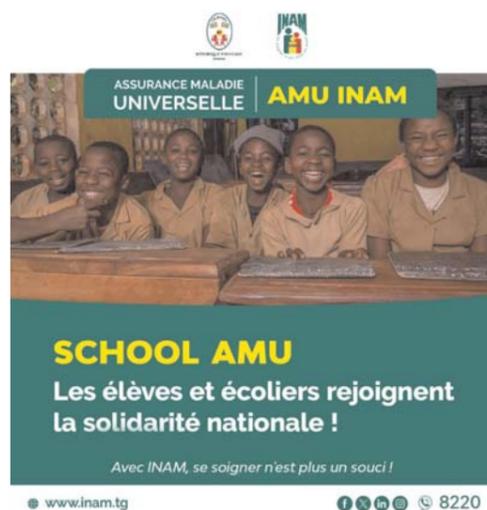
**Roger GBESSIA.**

## School AMU : L'autre déclinaison de la politique de couverture santé universelle

*Le Togo a amorcé, depuis quelques années, une transformation notable de sa politique de protection offerte aux citoyens. L'une des initiatives de cette dynamique demeure School AMU, un dispositif audacieux qui place l'élève au cœur des préoccupations de l'État.*

School AMU est une déclinaison de la politique de couverture santé universelle que le gouvernement déploie de manière progressive. Destiné aux élèves de l'enseignement public, ce mécanisme assure la prise en charge gratuite de soins médicaux de base, dans les établissements de santé partenaires. Il s'agit sans contestation d'une avancée majeure en faveur de l'équité et de la lutte contre les vulnérabilités sociales.

Chaque écolier affilié au dispositif bénéficie d'un carnet médical nominatif, lui permettant d'accéder à un panier de soins essentiels incluant les consultations, les



analyses biologiques, les soins infirmiers, les médicaments de première nécessité, l'hospitalisation en cas de besoin.

Les réalisations illustrent l'engagement de l'État

Le programme School AMU monte en puissance depuis sa restructuration. Il étend anciennement dénommé School Assur. À la fin du mois de janvier 2025, cette protection sociale garantie aux

écoliers revendiquait 213 411 prestations médicales réalisées dans les 6 régions administratives du pays. Cela pour un coût total de plus de

356 millions de francs CFA. Initialement lancé en 2017, le programme réformé et désormais intégré à l'Assurance maladie universelle (AMU) est placé sous la gestion de l'Institut national d'assurance maladie (Inam). Il garantit aux élèves une prise en charge sanitaire complète et accessible, saluent les parents.

School AMU, qui prend également en compte de petites interventions chirurgicales, assure à chaque élève une couverture annuelle plafonnée à 30 000 francs CFA, valable y compris pendant les vacances de fin d'année.

La rentrée scolaire 2024-2025 a commencé avec 3 millions d'élèves qui ont repris le chemin des classes. Selon les officiels, près de 2,2 millions parmi eux sont

éligibles au programme School AMU qui améliore la rétention dans les écoles et fait augmenter les taux de réussite scolaire à chaque fin d'année.

En effet, la certitude d'un accès aux soins réduit l'absentéisme, rassure les parents et encourage les familles à maintenir leurs enfants à l'école. Par ailleurs, le programme contribue indirectement à alléger les charges financières des ménages, en particulier dans les zones à faibles revenus. Des études révèlent une baisse significative des cas d'abandon scolaire pour raisons de santé. Pour beaucoup de familles alors, souvent confrontées à des dépenses de santé, School AMU représente une bouffée d'espoir et un outil de mobilité sociale. ■ ■ ■

**LR**

# Emploi des jeunes : Vers une réforme de la formation professionnelle

*Le gouvernement togolais envisage de renforcer l'employabilité des jeunes à travers une réforme profonde de l'offre de la formation professionnelle. A cet effet, un projet dont l'étude de la faisabilité a été validée la semaine dernière, va être bientôt lancé. Soutenu par l'Agence Française de Développement (AFD), ce projet vise à améliorer le système éducatif et la formation professionnelle pour les orienter un peu plus vers les réalités socio-économiques.*

Conduite sur plusieurs mois, l'étude de faisabilité de ce projet a permis de relever les failles d'un système de formation professionnelle souvent jugé inadapté aux réalités du marché du travail. L'étude a également permis de faire le diagnostic selon lequel l'industrie et les métiers techniques, l'agriculture et le développement rural ainsi que l'agro-industrie sont des secteurs prioritaires avec un fort potentiel de création d'emplois.

Les diagnostics ayant relevé une inadéquation persistante entre les contenus enseignés et les besoins exprimés par les acteurs économiques de ces secteurs, d'importantes recommandations ont été formulées à l'endroit de l'Etat et des écoles de formation. Ces recommandations préconisent une meilleure articulation entre l'enseignement technique et les exigences opérationnelles des entreprises, la révision des curricula sans oublier la modernisation des équipements pédagogiques. Pour le gouvernement, la mise en œuvre de ce projet vise des objectifs assez précis : doter la jeunesse de compétences utiles sur le marché de l'emploi ; valoriser les métiers techniques et encourager une croissance fondée sur le capital humain. Elle va également changer la perception sociale de la formation professionnelle dans la tête des apprenants et des parents qui ont tendance à reléguer les filières techniques au second plan dans les choix d'orientation. « Ce projet est en parfaite cohérence avec la feuille de route gouvernementale. Il représente un levier essentiel pour la création d'emplois durables et la modernisation

de notre système de formation professionnelle » a souligné Isaac Tchiakpé, ministre en charge de l'enseignement technique et de la formation professionnelle.

Au Togo, la formation professionnelle est renforcée ces dernières années par la création des Instituts de Formation en Alternance pour le Développement (IFAD) dans différentes régions et localités du pays. La mise en place de ces instituts de formation répond à l'ambition des autorités

togolaises de former des ressources humaines compétentes en cohérence avec les besoins du monde professionnel. En tout, une dizaine d'IFAD sont prévus sur l'ensemble du territoire national avec notamment une spécialisation pour chaque unité de formation.

En outre, il faut rappeler qu'en mars dernier, une campagne de recrutement avait été lancée par le gouvernement à travers le ministère en charge de l'enseignement technique pour insérer une centaine de



jeunes togolais dans divers métiers. L'engagement du Gouvernement est de continuer à mettre l'accent sur l'adéquation entre la formation et le marché de l'emploi en facilitant l'intégration des jeunes dans le tissu économique national et ainsi favoriser une meilleure employabilité des jeunes. Ces initiatives s'inscrivent dans le cadre des efforts du Gouvernement

visant à améliorer significativement la qualité de l'enseignement technique et professionnel.

Dans un monde où le marché du travail est de plus en plus tourné vers le numérique et la technologie, il est vraiment important que les apprenants s'orientent vers les filières techniques pour une meilleure insertion professionnelle. ■ ■ ■

**Roger GBESSIA**

## Dankpen : Un CMS inauguré à Namon

**L**ongtemps confrontées à un accès limité aux soins de base, plusieurs localités du pays bénéficient désormais d'infrastructures sanitaires équipées et dotées de personnel qualifié. À travers un grand nombre de projets et de programmes, des CMS sont construits ou rénovés.

Dans les 5 régions du Togo, l'élan est palpable et ces structures assurent la prise en charge de pathologies courantes, les soins prénatals et postnatals, les consultations pédiatriques, les campagnes de vaccination, ainsi que les services d'éducation sanitaire.

Une attention particulière aux zones vulnérables

L'approche adoptée par les pouvoirs publics repose sur une logique d'équité territoriale. Les régions les plus enclavées, souvent oubliées des dynamiques de développement, sont les principales bénéficiaires de cette politique sanitaire.

Ainsi, des centres modernes ont vu le jour dans des cantons reculés des régions des Savanes, de la Kara ou encore de la Centrale, contribuant à réduire les distances parcourues pour accéder aux soins. Cette initiative participe à la lutte contre la mortalité maternelle et infantile, un enjeu de santé publique majeur.

Grâce à la présence renforcée des sages-femmes, des infirmiers diplômés d'État et du matériel de première urgence, les accouchements dans les CMS se déroulent dans des conditions nettement améliorées.

À Namon, un vent sain souffle

Conformément à son ambition de toujours renforcer son système de santé, le Togo a inauguré un CMS à Namon (commune de Dankpen 2, région de la Kara) grâce à un financement conjoint de 300 millions de francs CFA.



Le projet a été matérialisé à la faveur de l'appui du ministère allemand de la Coopération (BMZ). Il comprend la construction, l'équipement et la sécurisation du centre. Symbole de solidarité, l'infrastructure de Namon a déjà joué un grand rôle lors de l'épidémie de méningite de janvier 2025 en prêtant son cadre à la prise en charge des cas dans le district de Dankpen.

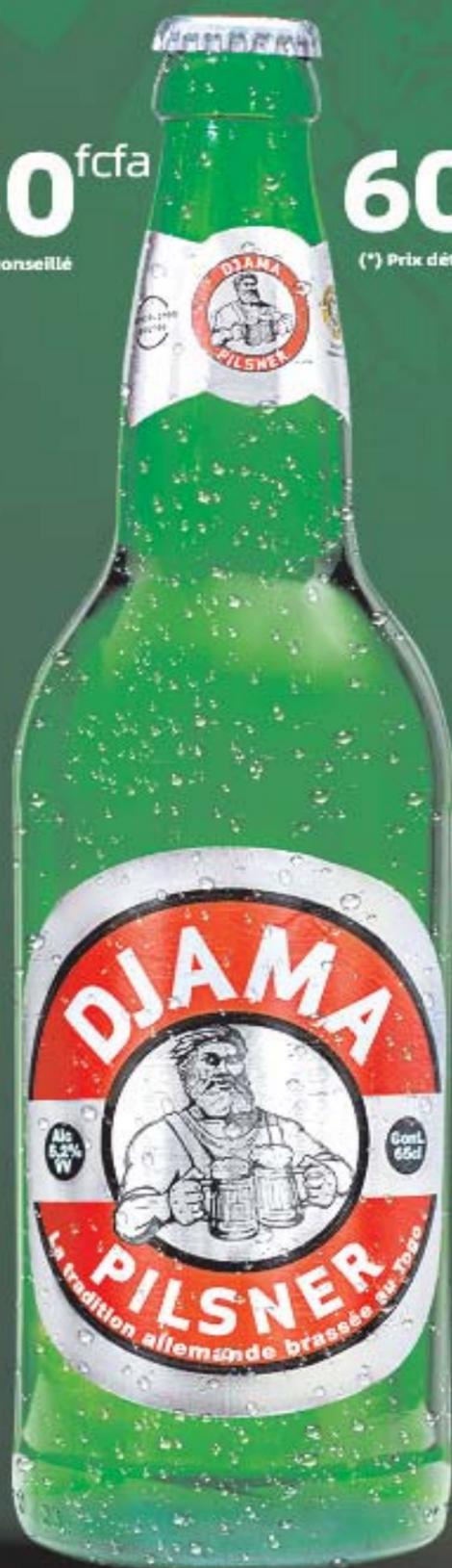
Modernisé, le centre médico-social est maintenant paré à toute éventualité. Il assure désormais, et de façon pleine, son rôle sanitaire et donne du poids à l'offre de soins dans la région concernée, qui est considérée comme moins fournie comparée aux autres régions.

Dans le district préfectoral de Dankpen, le nombre d'établissements sanitaires est passé de 13 en 2012 à 18 en 2025, et cela, avec une progression des indicateurs d'accessibilité aux soins. Cette dernière a quitté 27 % pour s'établir à 43 % sur la période indiquée. ■ ■ ■



**650**<sup>fcfa</sup>

(\*) Prix détail conseillé



**600**<sup>fcfa</sup>

(\*) Prix détail conseillé

**65 cl**

**LA QUALITÉ  
EN GRAND  
FORMAT**



snb.tg

AVEC DJAMA,  
ON EST ENSEMBLE



Monde des affaires :

# DESIADÉ GROUP SARL, la nouvelle référence

*Le monde des affaires au Togo enregistre l'arrivée d'un nouveau centre de Business. Il s'agit de DESIADÉ GROUP. Une nouvelle société spécialisée dans la réalisation des travaux de BTP, de la gestion immobilière et bien d'autres domaines d'intervention assez variés. Situé à Lomé dans la banlieue de Sogbossito au niveau de la station T-Oil, juste en face du bar Chim's Palace, le nouveau centre d'affaires vous propose des prix très compétitifs pour tous ses services. Rigueur, professionnalisme, et finesse sont les valeurs essentielles qui caractérisent les prestations de ce joyau dirigé par des jeunes dynamiques, compétents et très disciplinés.*



création de logos, des cartes de visite et de papiers en tête. « Pour ce qui concerne nos voitures, il suffit de nous solliciter et on t'enverra depuis l'Europe ou les USA, les photos de toutes les voitures à notre disposition. Et dès que tu fais ton choix, tu seras livré dans les jours qui suivront. Nous avons aussi des

voitures deuxième main que nous vendons... » précise le DG. Pour vos besoins en impression numérique, photocopie ou encore transfert d'argent, DESIADÉ GROUP est là pour vous ! Faites-y un tour, vous ne serez jamais déçus ! Pour plus d'informations, contactez les numéros 90479122 / 70 41 92 04 / 98938022 DESIADÉ GROUP, 1 STOP BUSINESS CENTER. ■ ■ ■

**Soyez les Bienvenus à DESIADÉ GROUP 1 STOP BUSINESS CENTER**

**Nos services**

- Gestion immobilière
- Travaux BTP
- Location de matériels de chantier
- Vente et location de voitures
- Graphisme
- Photocopie
- Impression numérique
- Transfert d'argent

Retrouvez nous

- +228 70 41 92 04 / 98 93 80 22
- deisadegroup@gmail.com
- deisadegroup

Partners: Mixx, Moov Money, Flooz

Du nouveau dans le monde des affaires au Togo ! DESIADÉ GROUP SARL, un centre d'affaires qui vous offre plusieurs services dans divers domaines notamment la gestion immobilière avec la location, l'achat et la vente des terrains, des maisons, la collecte des loyers ainsi que les services d'entretien. Le groupe réalise également des travaux de BTP notamment la conception de plans architecturaux, l'ingénierie, la construction de bâtiments résidentiels, commerciaux et industriels sans oublier les travaux de Génie civil et de topographie. Par souci de fiabilité dans la gestion des opérations immobilières, les responsables de la société prennent toujours le maximum de précautions avant le début de toute opération. « Avant de mettre un terrain ou une maison en vente, nous

faisons toujours beaucoup d'enquêtes. Ceci pour éviter éventuellement les litiges...donc pas de souci à se faire sur cet aspect...Les clients peuvent nous faire confiance », rassure Edem Yao AMENTI, Directeur Général de la société DESIADÉ GROUP. Pour vos chantiers, DESIADÉ Group met à votre disposition non seulement son savoir-faire mais aussi des matériels de chantiers que vous pouvez louer à des prix très compétitifs pour la réalisation de vos travaux de construction. Des compacteurs sauteuses, des bétonnières, des meules ou encore des groupes électrogènes sont disponibles chez DESIADÉ GROUP. DESIADÉ GROUP, c'est aussi la vente et location de voitures de toutes marques... ; le graphisme avec la conception d'affiches publicitaires, la

SOUS LE HAUT PATRONAGE DE SON EXCELLENCE MONSIEUR FAURE ESSOZIMNA GNASSINGBE, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

**miato** 2025 4<sup>ème</sup> ÉDITION

**MARCHÉ INTERNATIONAL DE L'ARTISANAT DU TOGO**

Thème: **Protection des œuvres artisanales : enjeux et défis**

**DU 23 AVRIL AU 04 MAI 2025**

CETEF TOGO 2000 **ENTRÉE LIBRE ET GRATUITE**

Pays Invité d'honneur **BURKINA FASO**

Région phare **RÉGION DES PLATEAUX**

+228 92 22 33 24 | 92 86 19 19 | 97 19 14 36 | info@miato.tg | www.miato.tg | miato.tg f@x

Partners: OTR, Orabank, CECA, NSIA, AAW, DEPA, FOI, Société Nationale des Phosphates du Togo, NW



# Mégas Kozoooh

Pour en faire plus et avoir  
la possibilité de gagner 200%  
de bonus et des smartphones



[yas.tg](http://yas.tg)

#Alèz

250F

**250Mo**

+100F

**375Mo**

1 jour

**\*909\*250#**